

## L'INVITÉ

«Sol-eau-climat-cultures»: face  
aux crises agricoles et écologiques

**L**a question essentielle de la durabilité et des multiples fonctions de la terre fut abordée dernièrement au Grand Conseil vaudois, ainsi que celle de la baisse scandaleuse des revenus agricoles. Via un postulat «sol-eau-climat-agriculture» puis une commission, ce projet signale, aux plans écologique, économique et social, le rôle prioritaire de l'agriculture. Et la multifonctionnalité du sol vivant\* est apparue comme une évidence puisque: 1) le sol nous nourrit, 2) il abrite une fantastique biodiversité utile et nécessaire, mais aussi des humus qu'il s'agit de renouveler, 3) il constitue une formidable interface régulatrice des cycles de l'eau, du carbone et de l'azote, 4) il interagit avec le climat.

Ce projet parlementaire répond à la dégradation d'une partie des terres et des eaux. Il propose des solutions pratiques fondées sur des connaissances en pédologie (science du sol), en agronomie et en climatologie. Il suggère d'offrir de nouveaux revenus compensatoires (paiements directs, nouvelles prestations écologiques à créer) indispensables aux professionnels de la terre victimes d'un contexte économique dur — conséquence d'un marché polarisé sur le court terme. La concurrence acharnée contraint souvent à la surexploitation des terres.

### «Les Vaudois ont la capacité d'innover, et sans faire d'études coûteuses»

Il propose principalement des techniques conformes à des paramètres physiques, chimiques et biologiques, comme par exemple l'aération et le brassage des précieux fumiers de ferme, l'épandage de mulch protecteur (paillage, couverture sur la terre avec des débris végétaux, broyat, etc.) et de compost, les travaux du sol suivant les courbes de niveau puisque travailler un champ perpendiculairement au sens de la pente limite l'érosion. De telles pratiques demandent du travail et de l'équipement qu'il y a lieu de compenser financièrement.



**BERNARD (K)  
MARTIN**  
Député Vert

Ces prestations sont susceptibles d'être appliquées sur la base du volontariat, perspective soutenue par Prométerre, l'association vaudoise de défense des professions agricoles. On pourrait démarrer de nouvelles réalisations par étapes, en commençant par des exploitations pilotes. Sans forcément attendre une décision ou des crédits de Berne, les Vaudois ont la capacité d'innover et sans faire d'études coûteuses: les administrations concernées accèdent à l'essentiel des références sur lesquelles s'appuyer.

A titre d'exemple, le postulat mentionne un budget basé sur deux fondements: 1) provenir du retour d'une future taxe sur le CO<sub>2</sub>, il ne s'agissait donc pas d'octroyer une telle enveloppe provenant du budget cantonal,

2) mettre en œuvre l'opération sur une bonne partie du territoire agricole du canton, hypothèse assez «idéale». Mais d'autres scénarios sont imaginables: notamment, dans un premier temps, attribuer quelques soutiens financiers modestes afin d'amorcer le processus, d'exercer de nouvelles applications enseignées par la microbiologie des sols — domaine scientifique où la Suisse s'est affaiblie, vraisemblablement sous la pression de grandes sociétés agro-industrielles.

Car le sol vivant\* entretenu est aussi une véritable usine naturelle produisant des éléments nutritifs pour les plantes et des substances utiles à la prévention de leurs maladies.

Des responsables affirmèrent qu'il n'y a pas de dégradations des sols susceptibles de justifier de nouvelles mesures techniques. Ce qui est inexact.

Influencé par des arguments spécieux, le vote résuma le postulat à trois vœux à l'intention du Conseil d'Etat: 1) Rassembler les données disponibles dans le cadre du rapport Ecoprest — une organisation agri-environnementale propre au canton. 2) Transmettre cette préoccupation à la Confédération. 3) Trouver une place pour la gestion durable des sols dans le cadre d'une future loi vaudoise sur l'agriculture.

«Le pays demande à voir.» □

\* Une référence scientifique: *Le sol vivant*. Professeurs J.-M. Gobat, M. Aragno, W. Matthey. Presses polytechniques et universitaires romandes.